



**PRÉFECTURE DE SAINT-BARTHÉLEMY
ET DE SAINT-MARTIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cabinet du Préfet

**ARRÊTÉ modificatif n°2024- 086 /PREF/CAB du 19 mars 2024
portant autorisation d'un débit de boissons temporaire de 4ème groupe à l'occasion d'une
manifestation publique en application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique**

Le préfet délégué de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin
chevalier de l'ordre national de la légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du mérite

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2 et L. 3335-4 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2009-906 du 24 juillet 2009 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État, à l'organisation et à l'action des services de l'État à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin ;

VU le décret n°2009-907 du 24 juillet 2009 relatifs aux services de la préfecture de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;

VU le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Xavier LEFORT, en qualité de Préfet de la région Guadeloupe, Préfet de Guadeloupe et représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et Saint-Martin ;

VU le décret du Président de la République du 09 mars 2022 portant nomination de Monsieur Vincent BERTON en qualité de préfet délégué auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;

VU l'arrêté n° U14636600174321 en date du 12 octobre 2020 portant nomination dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer de Monsieur Julien MARIE, attaché principal d'administration de l'État, à la préfecture de Saint-Barthélemy et à Saint-Martin à compter du 09 octobre 2020 ;

VU l'arrêté n°971-2023-02-07-00006 du 07 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Vincent BERTON, préfet délégué auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, administration générale ;

VU l'arrêté n° 971-2023-02-09-00003 du 09 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Julien MARIE, directeur des services du cabinet du préfet délégué auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-125/PREF/DELEGSB du 29 octobre 2015 relatif à la police des débits de boissons dans la Collectivité de Saint-Barthélemy ;

VU la demande présentée par la société BUCKET EVENT représentée par son président directeur Monsieur Peter CRAIG, en date du 08 février 2024 ;

VU l'arrêté n° 2024-059 P et l'arrêté 2024-060 P du Président de la Collectivité de Saint-Barthélemy du 1er février 2024 portant autorisation d'ouverture temporaire d'un débit boissons de 1^{er} et 3^{ème} groupes sur le quai Général de Gaulle, à Gustavia accordée à Monsieur Peter CRAIG, président directeur de « BUCKET EVENT», à l'occasion de la BUCKET REGATTA ;

VU L'arrêté n° 2024-076/PREF/CAB du 11 mars 2024 qui contient une erreur matérielle à son article 1 ;

Considérant que l'article 1 de l'arrêté n° 2024-076/PREF/CAB du 11 mars 2024 mentionne que l'évènement se déroulera le 08 mars 2024 ; qu'en réalité la Bucket Regatta se déroulera du jeudi 21 mars 2024 au dimanche 24 mars 2024 ;

Considérant qu'en application du dernier alinéa de l'article L.3334-2 du code de la santé publique, le représentant de l'État dans la collectivité d'outre-mer de Saint-Barthélemy peut autoriser, par voie d'arrêté, la vente des boissons de quatrième groupe, dont la consommation y est traditionnelle, dans la limite maximum de quatre jours par an ;

ARRÊTE

Article 1 : La société BUCKET EVENT sise BP 513 Gustavia 97133 Saint-Barthélemy, représentée par Monsieur Peter CRAIG, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion de la « BUCKET REGATTA 2024 » se déroulant quai du général de Gaulle à Saint-Barthélemy :

- Jeudi 21 mars 2024, de 17h30 à 23h00
- Vendredi 22 mars 2024 de 16h30 à 23h00
- Samedi 23 mars 2024 de 16h30 à 23h00
- Dimanche 24 mars 2024 de 16h00 à 21h00 ;

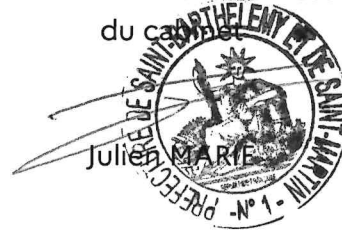
Article 2 : Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°2015-125/PREF/DELEGSB du 29 octobre 2015 relatif à la police des débits de boissons dans la Collectivité de Saint-Barthélemy susvisé, à savoir une fermeture au plus tard à 2 heures du matin et le respect des zones protégées de la Collectivité.

Article 3 : À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1^{er}, au titre des boissons traditionnelles de Saint-Martin, le débit de boissons temporaire pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, des boissons du quatrième groupe défini à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique (Rhum).

Article 4 : Le Directeur des services du cabinet du Préfet délégué auprès du Représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin et le Commandant du commandement de gendarmerie de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Martin, le

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur des services
du cabinet



Délais et voies de recours :

En application des articles L411-2 et R421-7 du code de justice administrative et de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux. Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision. Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision. Le silence gardé par l'administration saisie pendant plus de deux mois à compter de la date de saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable dans les deux mois devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant le tribunal administratif de Saint-Martin. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « telerecours citoyen » accessible par le site www.telerecours.fr